

Cohn-Bendit et Socrate: dialogue sur l'Europe

Par **DANIEL COHN-BENDIT**
député européen, Europe
Ecologie-Les Verts

Dessin **KILLOFFER**

Hier soir, l'université Kapodistrian d'Athènes a attribué le titre de docteur Honoris Causa à Daniel Cohn-Bendit pour son soutien indéfectible à la Grèce durant la récente crise financière. Pour l'occasion, le député européen a rédigé un discours dans lequel il imagine - pas moins - qu'il dialogue avec Socrate! En voici les principaux extraits.

— Dany, pourrais-tu me dire à quoi rime cette agitation qui a cours en Europe ?
— Mon cher Socrate, tu n'ignores pas que l'Union européenne traverse une crise sans précédent ?

D. Je me promenant dans les jardins de votre université, je me suis retrouvé nez à nez avec l'un de vos ancêtres qui n'était autre que Socrate! Me voyant, le voilà qui engage la conversation...

Socrate: Dany, pourrais-tu me dire à quoi rime cette agitation qui a cours en Europe ?
Dany: Mon cher Socrate, tu n'ignores pas que l'Union européenne traverse une crise sans précédent ? Peut-être as-tu eu vent du déferlement qui a suivi la crise des subprimes aux Etats-Unis avec la faillite en 2008 de la banque Lehman Brothers talonnée par une déflagration financière puis économique mondiale ?

S.: Bien sûr! Mais j'entends dire que mon pays est responsable de l'effondrement de la monnaie unique. En même temps, j'avoue ne pas avoir compris pourquoi les chefs d'Etat européens ont attendu plus de deux ans avant de réagir.

D.: Nos sociétés ont connu des mutations rapides qu'elles n'ont pas toujours su gérer. Le mode de développement des pays industriels avancés nous a permis d'atteindre un niveau de vie globalement élevé mais au détriment des pays pauvres, de notre écosystème et de l'égalitarisme. Devenues inextricables, les crises ont, à des degrés divers, précipité l'Union européenne là où elle se trouve.

S.: J'ai entendu dire que la dégradation climatique pesait sur la survie même de la planète. Dès lors, comment expliquer que l'UE ne soit pas à la pointe de l'économie verte et que ce soit notamment la Chine qui mène le bal ? Au lieu de rebondir en investissant dans le développement durable et le savoir, les Européens semblent résolus à subir une ré-

cession qui pourrait faire imploser leur Union.
D.: Tu as compris deux choses fondamentales. La première, c'est que si nous n'admettons pas le rapport entre les problèmes économiques et les problèmes écologiques, nous passons à côté du diagnostic et par conséquent du remède. Aujourd'hui, la raison d'être de l'UE est de rendre possible l'action politique dans ce nouveau siècle avec, à l'esprit, les idées directrices de la démocratie et de la justice sociale! Il serait naïf de croire que l'inertie garantirait au moins le statu quo. Nous devons dépasser cette réalité européenne de 28 gouvernements qui bricolent ensemble. Actuellement, la réalité européenne, ce sont des leaders qui se relient au rythme d'échéances électorales nationales. La réalité européenne, c'est qu'on y pense quand ça va mal et qu'on arrive même à lui attribuer des responsabilités qu'elle n'a pas. La seconde chose, essentielle, que tu as mise en avant, c'est de veiller à la croissance et à l'emploi. Personne ne pourra nier l'exigence de discipline budgétaire pour réduire l'endettement exorbitant des Etats. Ceci ne doit cependant pas nous faire oublier que l'endettement provient d'abord de la mutualisation des pertes accumulées par le système financier depuis 2007. Autrement dit d'un transfert inavouable de responsabilité vers les citoyens des pays concernés. Sans politiques d'investissements, nous ne sortirons pas de la crise. La restructuration de nos économies est une nécessité: un marché obligataire européen pourrait en assurer le finan-

cement. L'austérité seule ne permet aucune croissance durable. Celle-ci implique également la capacité de contenir et de réduire tant la pauvreté que les inégalités. Au lieu d'affronter le problème du modèle économique qui a dominé jusqu'ici, les leaders mondiaux préfèrent souvent réduire le champ des droits et des acquis sociaux en utilisant pour prétexte la compétitivité. Or, comme l'ont compris les entreprises qui marchent en Europe, la compétitivité se joue principalement sur le terrain de l'innovation et de la haute qualité tant des produits que des services. Dans la mesure où, à l'inverse des Etats-Unis, nous ne sommes pas en pointe dans le secteur de l'économie de la connaissance, il serait fâcheux de louer la filière industrielle de «l'excellence». La logique sacrificielle est un mauvais calcul économique. En réduisant la protection sociale, on détruit le patrimoine «immunitaire» d'une économie lui permettant d'encalsser les chocs en période de crise. 600 000 enfants pauvres de plus rien qu'en Angleterre d'ici 2013. Des pauvres toujours plus pauvres! C'est ça notre idéal de société ?

S.: C'est un peu la logique qui a prévalu à l'égard de mon pays. Je n'entends nullement minimiser sa gestion catastrophique, l'entrée frauduleuse dans l'euro, les pratiques clientélistes qui le gèrent, le poids démesuré et archaïque de l'église orthodoxe, l'incroyable évasion fiscale ou encore un nationalisme «déplacé» qui se traduit par un budget militaire aberrant... Mais, après des années de laxisme, tant des Grecs que des autres pays européens, chercher à lui imposer une cure brutale d'austérité sans perspective d'avenir ni plan d'investissements, cela ressemble plus à une punition qu'à une main tendue pour s'en sortir!

D.: Ce que tu dis est juste. Autant que toi et moi, les Grecs savent que la «partitocratie» qui a prospéré sur la corruption et le clientélisme est une ruine pour le pays! En tout cas, nous devons bien comprendre qu'au-delà des égarements des uns et des autres, si la propagation de la crise grecque à la zone euro a pu atteindre une telle ampleur, c'est parce que les Etats européens ont manqué de cohésion, minant ainsi notre crédibilité aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Europe.

S.: Si je comprends bien tes propos, ce que les Européens sont en train de payer, c'est l'absence d'Europe et en particulier de solidarité? Le stato souverainisme serait-il en phase de devenir une nouvelle religion d'Etat ?

D.: Tu ne pouvais pas mieux traduire mes pensées. Il est souvent difficile de trouver une cohérence politique aux gesticulations des chefs d'Etat et de gouvernement sur l'UE. Quand les premiers signes préoccupants arrivaient de Grèce, Angela Merkel s'occupait surtout des élections régionales et les autres de leurs «affaires intérieures». La contamination, elle, ne s'est pas laissée attendre. Trop peu, trop tard. La non-politique intergouvernementale européenne est à bout de souffle. Quand les grands pays européens rechignent à aider leurs partenaires en difficulté, l'euro prend des claques, les agences de notation renvoient les cotes à la baisse et le taux d'emprunt pour les pays européens monte. C'est l'inverse de ce qui se passe pour le Japon ou les Etats-Unis pourtant plus endettés. Sans parler de la faible crédibilité des Européens en matière de discipline budgétaire. Il n'y a pas si longtemps, en engageant le pacte de stabilité



sans être sanctionnées, la France et l'Allemagne ont montré que les règles de l'UE n'étaient pas infaillibles. Il n'en fallait pas plus pour miner la confiance des marchés. La crise grecque et la crise de l'euro sont les produits de l'inconsistance européenne. nous avons refusé de voir dès la création de la monnaie unique qu'elle n'avait aucune chance de survie sans gouvernement économique, fiscal et budgétaire commun.

SUR LIBERATION.FR
Lisez la version complète du discours de Daniel Cohn-Bendit.



S. : Mais si la crise que traversent les Européens est le produit de cette Europe gouvernée par les États-nations, on peut légitimement penser que, en renforçant l'Europe communautaire, on améliore le sort de ses États. L'Union est seule en mesure d'orienter politiquement la mondialisation économique-financière vers un développement universel socialement et écologiquement soutenable.

D. : Certains esprits agités te diront qu'une « dé-

mondialisation » est possible et que le retour à la terre ferme de l'État-nation constitue le seul salut pour les Européens. Autant dire que cette solution n'est ni possible ni souhaitable. A des degrés certes divers, les idéologies totalitaires, les projets de société bâtis sur la peur et l'exclusion de l'autre, les soi-disant plans B de la politique, le mythe d'un monde « démondialisé », sont autant de stratégies de « déréalisation » qui entravent l'épanouissement des sociétés et des individus. L'État-nation fut incontestablement une réponse efficace à un moment donné de l'histoire européenne. Mais aujourd'hui la mondialisation a rendu caduc son pouvoir de maîtriser son propre destin. Alors, comment ne pas être consterné face au refus des États d'élargir drastiquement le champ des compétences de l'UE, seule capable d'intervenir de manière effective dans le monde d'aujourd'hui ?

S. : A l'entendre, les Européens semblent renouer avec leurs ancêtres stoïciens ! Cette posture de renoncement est bien résumée par Hegel, quand il dit de la conscience stoïcienne qu'elle prétend être « libre aussi bien sur le trône que dans les chaînes ». Autrement dit, ne pouvant plus s'inscrire ni se reconnaître dans le monde concret, le stoïcien a « quitté » ce « bas monde ».

D. : Ton analogie est juste. Faute de gouvernance mondiale, les nations européennes sont dépossédées de leur pouvoir d'agir sur la réalité et sont en phase de perdre leur autonomie politique.

S. : Je te rejoins sur ce point. La valeur de la politique se mesure aussi à sa faculté d'anticipation. Les politiques doivent s'engager à civiliser les rapports de force et à ouvrir l'horizon des mondes possibles dans la plus grande publicité. A travers l'aventure européenne, les Européens ont au moins démontré leur capacité à changer le cours des choses. Comme tu l'expliquais, en se réconciliant, ils ont rendu possible cette union libre d'États inédite qui a su donner corps à la réunification et ouvrir leurs horizons du Rhin à l'Oder, voire jusqu'au Bosphore, même si cette perspective s'estompe petit à petit, au dépit du bon sens ! N'ai l'impression que nous avons perdu cette force de l'ouverture à l'autre pour la remplacer par une rétraction désintégratrice.

D. : Tu as compris qu'à force de retarder le saut vers une intégration majeure, les Européens réduisent leurs possibilités d'intervenir sur le monde. Sans une mutation post-nationale radicale leur permettant de réguler les évolutions planétaires, il n'est pas incongru de penser que l'UE puisse entamer une phase de déclin et devenir une curiosité d'un autre âge. Trop souvent, nous oublions le poids de l'irréversibilité. La crise climatique en est l'incarnation la plus criante. Si la politique nationale perd fréquemment de vue l'espace européen, elle semble aussi se satisfaire d'une temporalité incomplète. En effet, le court-termisme prévaut souvent. Un court-termisme indissociable de la course à la performance électorale. Rien d'étonnant dès lors si l'échelon national échoue à produire des politiques d'emvergure et si l'Europe finit par prendre la forme d'une figure expiatoire.

S. : Ton enthousiasme me fait comprendre que c'est à nous, citoyens européens de Grèce, de reconquérir l'espace public et démocratique. Je proposerais aux Européens un « pacte pour le futur ». La première étape serait d'ouvrir un débat public en Grèce afin de discuter des réformes. De son côté, l'Europe devrait mettre sur pied un plan d'investissements pour un développement durable et l'autonomie énergétique de la Grèce. L'idéal démocratique athénien a longtemps constitué le cœur de la civilisation grecque. Ton ami Castoriadis disait : « La démocratie est le régime qui essaie de réaliser l'autonomie individuelle et collective ainsi que le bien commun tel qu'il est conçu par la collectivité concernée. » Eh bien, Dany, nous, en Grèce, nous devons réapprendre à concevoir le bien commun.

Passion allemande, impensé de la Méditerranée

Par **MAXIME DES GAYETS**
Membre des instances nationales
du Parti socialiste

Il n s'accrochant à l'Allemagne comme un homme qui se noie à une bouée, Nicolas Sarkozy pense certainement pouvoir rester à flot. Mais, dans les faits, il dérive au gré des courants de la rigueur sans réel cap ni stratégie. La valorisation qui est faite par le gouvernement français du modèle économique d'outre-Rhin mérite d'être relativisée quand on connaît les performances réelles de ce pays et la précarisation d'une grande partie de ses salariés. Surtout, un simple regard en arrière sur la gestion de la crise financière suffit à pointer la responsabilité d'Angela Merkel dans l'incapacité de l'Europe à proposer des réponses efficaces. Car c'est bien la chancelière qui n'a cessé d'opposer son veto à toutes les initiatives qui auraient pu remettre l'économie européenne en marche, de l'émission d'eurobonds au renforcement des moyens de la Banque centrale européenne (BCE). Ces erreurs stratégiques, ignorées par Nicolas Sarkozy, sont dénoncées par de nombreux dirigeants de la zone euro. En Allemagne, les critiques se font de plus en plus nombreuses sur cet « euro-nationalisme allemand » qui, selon les mots du philosophe Ulrich Beck, tourne le dos à l'Allemagne européenne de Helmut Kohl, pour lui préférer la vision d'une Europe allemande qui suivrait sous la contrainte des décisions de Berlin.

Car, derrière l'affirmation d'un axe franco-allemand de circonstances, c'est l'équilibre de l'Union européenne, et par conséquent la place même de la France dans cette zone, qui est aujourd'hui en jeu. La France maintenant alignée, la Grande-Bretagne volontairement hors-jeu, l'Allemagne n'a désormais aucun contrepoids sérieux pour relativiser son leadership en Europe. Ce déséquilibre n'est pas seulement préjudiciable pour le fonctionnement et le devenir de l'Union européenne. Il pousse l'Europe à tourner le dos à la zone

méditerranéenne alors même que celle-ci constitue le potentiel de développement et de coopération le plus prometteur pour le vieux continent.

Les révolutions arabes n'ont pas seulement ouvert la voie à la démocratisation d'une grande partie du Maghreb. Elles permettent aussi d'imaginer un partenariat renouvelé entre les deux rives de la Méditerranée, susceptible de constituer une alliance régionale à la hauteur des enjeux de la mondialisation.

Car, derrière l'urgence de la résolution de la crise financière, c'est

Les pays de l'autre rive offrent une complémentarité exceptionnelle à l'Europe. Ils ont des populations jeunes, des potentialités économiques importantes, des ressources naturelles majeures. Ils sont l'avenir.

bien la capacité démographique, énergétique et économique de l'Europe à exister face aux autres blocs régionaux qui est posée. Les pays de l'autre rive offrent aujourd'hui une complémentarité exceptionnelle aux atouts de l'Union européenne. Ils bénéficient de populations jeunes, de potentialités économiques importantes, de ressources naturelles majeures. Ils sont l'avenir.

A côté de la rigueur imposée par l'axe franco-allemand, une autre voie existe donc. Elle privilégierait la relance économique par la mise en œuvre d'un « plan Marshall » de la Méditerranée, multipliant les investissements publics dans les énergies renouvelables, valorisant le partage des savoirs et la mutualisation des compétences.

Cette voie redonnerait une perspective à la construction européenne en concrétisant l'alliance des civilisations, en démontrant qu'un développement entre le Nord et le Sud reste possible, en considérant nos voisins comme des ressources et non comme une contrainte.

En vérité, l'Union pour la Méditerranée portée par le chef de l'État n'aura été qu'une agitation tactique, décalée et maladroite. Aujourd'hui, l'obsession est allemande, le Sud reste un impensé. Sur ce terrain-là aussi, Nicolas Sarkozy aura toujours été à contretemps.